

À la fois pyromanes et pompiers?

Les assureurs suisses entre affaires fossiles et dommages climatiques



Image : Travaux d'extinction lors de l'incendie à Mesocco en 2016 (Keystone/Gabriele Putzu)

Le classe-
ment climati-
que de votre
assurance

Table des matières

- 3 La double responsabilité des assurances**
- 4 Sur les traces des assurances suisses**
- 6 Vers un avenir sans assurance ?**
- 8 Classement**
- 9 Résultats**
- 11 Résumé**
- 11 Recommandations aux consommateurs et consommatrices**
- 12 Recommandations aux compagnies d'assurance**

Mentions légales:

Campax, Mars 2025

Autrices : Nora Scheel (Campax), Camille Delgrange (BreakFree Suisse), Morgane Nusbaumer (BreakFree Suisse)

Recherche : WAV Recherchekollektiv, Reclaim Finance

Review : Regula Hess (WWF), Peter Bosshard

Conception graphique : Büro Haeberli - Design, Branding, Web

Avec un grand Merci à Reclaim Finance, BreakFree Suisse, Insure Our Future et Büro Haeberli pour leur soutien.



Büro Haeberli
Design
Branding
Web



Image : Travaux de déblaiement après l'incendie de forêt à Bitsch 2023 (Keystone/Jean-Christophe Bott)

La double responsabilité des assurances

Ce n'est pas sans raison que l'Accord de Paris sur le climat impose explicitement des obligations aux institutions financières. L'extraction, le transport et le traitement des matières fossiles sont coûteux et impliquent des risques : Sans financement ni prise d'assurance, il est presque impossible de mettre en service une nouvelle mine de charbon, de construire un nouvel oléoduc ou d'installer une nouvelle centrale à gaz. L'assurance est même souvent la condition préalable à l'obtention d'un financement. Les assurances ont donc une double responsabilité dans ce domaine. En plus de proposer des assurances, elles sont aussi parfois les bailleurs de fonds et les actionnaires de ces mêmes entreprises d'énergies fossiles : elles investissent une partie des primes de leurs clients et sont souvent en plus actives en tant que gestionnaires de fortune. Il est de leur responsabilité de réduire rapidement à la fois leurs services d'assurance et leurs investissements dans le charbon, le pétrole et le gaz.

La Suisse est un pôle important pour les assurances : En 2023, le secteur de l'assurance a ainsi contribué à 4 % de la valeur ajoutée brute et

à 1,9 % des emplois.¹ Sur les quelques 190 compagnies d'assurance que compte la Suisse, 6 sont des grands groupes, dont Zurich Assurances et Swiss Re, qui font partie des 25 plus grandes compagnies d'assurance au monde.² Cela s'accompagne d'une grande responsabilité dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le classement international d'Insure Our Future des politiques climatiques des plus grands groupes d'assurance montre que les entreprises européennes sont parmi les plus avancées lorsqu'il s'agit d'exclure le charbon, le pétrole et le gaz de leurs activités d'assurance.³ Néanmoins, leurs efforts sont loin d'être suffisants : Même Generali, en tête du classement dans le domaine de l'assurance, se situe encore dans la zone d'insuffisance avec un score de 6,4 sur 10. Les deux géants suisses, Zurich et Swiss Re, n'obtiennent qu'un peu plus de la moitié du maximum de points, avec respectivement 5,4 et 5,1. Allianz et AXA - qui n'ont pas leur siège en Suisse, mais qui y font néanmoins partie des plus grandes compagnies d'assurance de biens et de responsabilité civile - occupent respectivement la deuxième place avec 6,2 points et la sixième place avec 3,9 points.

¹ BAK Economics AG : Volkswirtschaftliche Bedeutung des Schweizer Finanzsektors, 2024, https://www.svv.ch/sites/default/files/2024-11/BAK_Economics_Bedeutungsstudie_Finanzsektor_2024.pdf (consulté le 3.3.25)

² Reinsurance News : World's Largest Insurance Companies, <https://www.reinsurancene.ws/worlds-largest-insurance-companies/> (consulté le 3.3.2025). Swiss Re est avant tout une société de réassurance, elle assure donc des assurances.

³ Insure Our Future : 2024 Scorecard - Cut Emissions Today to Insure Tomorrow, décembre 2024, <https://global.insure-our-future.com/scorecard/> (consulté le 3.3.2025).

Sur les traces des assurances suisses

Les références aux projets assurés auxquelles la société civile a eu accès montrent que les directives climatiques des assureurs suisses sont lacunaires. Les contrats d'assurance sont considérés comme des secrets commerciaux et ne peuvent donc en principe pas être consultés par le public. En conséquence, il est difficile de savoir qui assure des installations fossiles. Grâce au principe de transparence, les organisations de la société civile ont trouvé un moyen - très coûteux - de contourner ce manque de transparence.⁴ Zurich et Swiss Re ont systématiquement été identifiées comme les assureurs des installations fossiles examinées. Helvetia aussi, dans trois des quatre rapports. Ainsi, en 2019 - 2021 dans le cas d'Helvetia -, les trois entreprises suisses ont couvert des centrales électriques de charbon au Vietnam, en Indonésie et aux Philippines; en 2022, des entreprises qui exploitent de nouveaux champs pétroliers et gaziers offshore en Norvège; et en 2024 et 2025, des terminaux de gaz naturel liquéfié aux États-Unis.⁷ Swiss Re et Zurich ont en outre été identifiées en 2022 comme assureurs de mines de charbon américaines.⁸ AXA et Allianz ont également été identifiées comme assureurs d'exploitation fossile dans la plupart des rapports mentionnés.⁹

On ne savait pas encore que Baloise avait également assuré de telles installations:¹⁰ en 2019 et 2020, elle faisait ainsi partie des assureurs des terminaux de gaz naturel liquéfié de Dunkerque (F) et Zeebrugge (B) de l'importateur de gaz belge Fluxys.¹¹ Les recherches de l'ONG britannique Global Witness montrent que Fluxys est un important importateur et transformateur de gaz russe et que le GNL importé par les deux terminaux est lié à plusieurs égards à la guerre d'agression russe en Ukraine.¹² En 2022, Baloise a décidé de se retirer de l'assurance dans le domaine des combustibles fossiles. Elle n'assurerait donc heureusement plus de tels projets aujourd'hui.

La situation est différente pour les terminaux de gaz liquéfié aux États-Unis, qui ont été couverts par des assurances suisses et continueront probablement de l'être. Aucune assurance n'a de critères d'exclusion pour le gaz liquéfié. La croyance selon laquelle le gaz est moins nocif pour le climat que le charbon et convient donc comme énergie de transition est tenace. Pourtant, une étude datant de 2024 a montré que l'empreinte de gaz à effet de serre du gaz liquéfié en provenance des États-Unis, le plus grand exportateur de gaz liquéfié, est plus importante que celle due au charbon.¹³ Cela s'explique no-

⁴ L'exploitation d'une installation à énergie fossile requiert une autorisation de la collectivité locale. Celle-ci exige en général une attestation d'assurance. En vertu du principe de transparence, la société civile peut demander à consulter cette attestation. C'est ainsi que l'on peut savoir quelles assurances couvrent activement les installations fossiles.

⁵ Solutions for Our Climate : Exposed - The Coal Insurers Of Last Resort, juin 2022, https://global.insure-our-future.com/wp-content/uploads/sites/2/2022/06/IOF-KEPCO-Briefing_amended_06.pdf (consulté le 3.3.2025).

Zurich et Swiss Re : centrale à charbon Nghi Son 2 au Vietnam, assurée en 2019.

Helvetia : centrale à charbon Jawa 9 & 10 en Indonésie, assurée en 2019 ; centrale à charbon Vung Ang 2 au Vietnam, assurée en 2021 ; centrale à charbon Cebu aux Philippines, assurée en 2021.

⁶ Greenpeace Nordic : Ensuring Disaster, mai 2023, <https://www.greenpeace.org/static/planet4-sweden-stateless/2023/08/4721e782-ensuring-disaster.pdf> (consulté le 3.3.2025).

Zurich, Helvetia : Vår Energi. Swiss Re : Vår Energi, PGNiG.

⁷ Public Citizen, Rainforest Action Network : Risk Exposure - The Insurers Secretly Backing the Methane Gas Boom in the US Gulf South, février 2024, <https://www.citizen.org/article/insurers-secretly-back-lng-boom-in-the-gulf-coast/> (consulté le 3.3.2025) ;

Rainforest Action Network : Insurers Revealed Behind Venture Global's Risky Business, février 2025, <https://www.ran.org/press-releases/insurers-revealed-behind-venture-globals-risky-business/> (consulté le 3.3.2025).

Zurich : Gulf LNG, Cameron LNG, Calcasieu Pass LNG. Helvetia : Gulf LNG, Cameron LNG, Calcasieu Pass LNG, Tacoma LNG. Swiss Re : Tacoma LNG, Cameron LNG, Calcasieu Pass LNG, Sabine Pass LNG.

⁸ Public Citizen, Covering Coal, 2023, <https://www.citizen.org/article/covering-coal/> (consulté le 3.3.2025).

Zurich : Eagle Butt Mine, Belle Ayre Mine (mines métallurgiques pour la production d'acier). Swiss Re : Mine de Buckskin.

⁹ Allianz : centrale à charbon Nghi Son 2 au Vietnam (voir note 5) ; société Vår Energi en Norvège (voir note 6) ; terminaux de gaz naturel liquéfié Freeport LNG, Cameron LNG, Sabine Pass LNG, Calcasieu Pass LNG et Tacoma LNG aux États-Unis (voir note 7).

AXA : centrale à charbon Nghi Son 2 au Vietnam (voir note 5), société Vår Energi en Norvège (voir note 6) ; terminaux de gaz naturel liquéfié Freeport LNG, Cameron LNG, Calcasieu Pass LNG et Tacoma LNG aux États-Unis (voir note 7) ; mines de charbon Freedom Mine et Falkirk Mine aux États-Unis (voir note 8).

¹⁰ Baloise a décidé en 2022 de se retirer de cette activité, voir note 43.

¹¹ Disclose : French Insurer AXA Supports the Main Importer of Russian Gas into Europe, 18.4.2024, <https://disclose.ngo/en/article/french-insurer-axa-supports-the-main-importer-of-russian-gas-into-europe> (consulté le 3.3.2025). Les contrats sont à la disposition des auteurs du présent rapport.

¹² Global Witness : Fluxys Helped Export €10.7 Billion of Russian Liquefied Gas Since the Ukraine Invasion, 10.6.2024, <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/fluxys-helped-export-107-billion-of-russian-liquefied-gas-since-the-ukraine-invasion/> (consulté le 3.3.2025).

tamment par la forte consommation d'énergie lors de la production, de la liquéfaction et du transport, ainsi que par les fuites de méthane tout au long de la chaîne de production. De nombreux terminaux d'exportation sur la côte américaine du Golfe, couverts par des assurances suisses, sont en cours d'extension.

De plus, ils entraînent localement une forte pollution de l'air, nuisent à la pêche traditionnelle et représentent un risque pour la sécurité publique.¹⁴

Les rapports des ONG mentionnés ci-dessus éclairent ponctuellement le marché des assuran-



**Opposition locale
aux affaires des
assureurs suisses**

Le terminal de gaz naturel liquéfié de Calcasieu Pass, récemment mis en service en Louisiane, aux États-Unis, suscite une vive opposition de la part de la population locale. Les reproches sont nombreux : torchage¹⁵ du gaz, émissions dépassant largement les limites fixées par le gouvernement, pollution de l'eau et destruction des zones de pêche traditionnelles. Les emplois promis auraient été attribués à des travailleurs extérieurs, laissant la population locale sur le carreau:¹⁶ «L'exploitation du terminal pollue les eaux dans lesquelles mes huîtres se nourrissent et frayent; laisse s'échapper des produits chimiques dans les écosystèmes

dont nous dépendons; alimente la crise climatique, qui rend ces eaux plus chaudes et plus imprévisibles. La pollution de l'air et de l'eau rend nos familles malades. Nos enfants développent de l'asthme et des maladies de peau. Beaucoup d'entre nous développent un cancer. Chaque jour où Calcasieu Pass LNG est en activité, cela cause des dommages qui sont irréversibles» - Solomon Williams Jr, pêcheur de longue tradition familiale.¹⁷ Le certificat d'assurance de Calcasieu Pass, preuve d'assurance jusqu'au 14 mars 2025, énumère entre autres Swiss Re, Zurich, Helvetia, Allianz et AXA.¹⁸

ces relativement aux installations et aux entreprises fossiles. Il est difficile d'évaluer l'importance des assureurs suisses sur ce marché. L'institut d'études de marché Insuramore a estimé en 2022 que Allianz, AXA et Zurich faisaient partie des dix plus grandes compagnies d'assurance dans le domaine du charbon, du pétrole et du gaz.¹⁹ Helvetia ne fait peut-être pas partie des plus grands à l'échelle mondiale, mais

son nom revient régulièrement lorsque les assureurs d'installations fossiles sont identifiés. La question de savoir si elle ne s'engouffre pas dans la brèche ouverte par le retrait de ses concurrents plus importants en raison de directives climatiques plus strictes reste ouverte.²⁰

¹³ Howarth, Robert W. : The Greenhouse Gas Footprint of Liquefied Natural Gas (LNG) Exported from the United States, dans : Energy Science & Engineering 2024/12, p. 4843-4859, https://www.research.howarthlab.org/publications/Howarth_LNG_assessment_preprint_archived_2023-1103.pdf (consulté le 3.3.2025).

¹⁴ Public Citizen, Rainforest Action Network : Risk Exposure - The Insurers Secretly Backing the Methane Gas Boom in the US Gulf South, février 2024, <https://www.citizen.org/article/insurers-secretly-back-lng-boom-in-the-gulf-coast/> (consulté le 3.3.2025).

¹⁵ Le flaring désigne le fait de brûler délibérément du gaz pour des raisons de sécurité et pour éviter que le méthane, qui est encore plus nocif pour le climat que le CO₂, ne s'échappe. Mais lors du flaring, le gaz est brûlé sans être utilisé, ce qui entraîne des émissions élevées de CO₂ ainsi que d'autres gaz d'échappement.

¹⁶ Rainforest Action Network : Insurers Revealed Behind Venture Global's Risky Business, février 2025, <https://www.ran.org/press-releases/insurers-revealed-behind-venture-globals-risky-business/> (consulté le 3.3.2025) ; Institute for Energy Economics and Financial Analysis US : Calcasieu Pass LNG's Unreliable Operations Result in Excessive Pollution and Profits, 25.10.2023, <https://ieefa.org/articles/ieefa-us-calcasieu-pass-lngs-unreliable-operations-result-excessive-pollution-and-profits> (consulté le 3.3.2025).

¹⁷ Rainforest Action Network : Insurers Revealed Behind Venture Global's Risky Business, février 2025, <https://www.ran.org/press-releases/insurers-revealed-behind-venture-globals-risky-business/> (consulté le 3.3.2025).

¹⁸ Certificat d'assurance pour Calcasieu Pass LNG, consultable sur <https://www.ran.org/wp-content/uploads/2025/02/Calcasieu-Pass-LNG-3.14.25-Insurance-Certificate.pdf> (consulté le 3.3.2025).

¹⁹ Insure Our Future : 2023 Scorecard on Insurance, Fossil Fuels, and the Earth. and the Climate Emergency, novembre 2023, <https://global.insure-our-future.com/wp-content/uploads/2023/11/IOF-2023-Scorecard.pdf> (consulté le 3.3.2025).

²⁰ Les risques liés aux installations fossiles sont généralement couverts par plusieurs assurances, une poignée de grandes entreprises couvrant à chaque fois la majeure partie des risques et d'autres entreprises plus petites couvrant le reste. En raison de sa taille, Helvetia ne peut sans doute pas jouer un rôle de premier plan, mais elle peut, avec les assurances Specialty et des États-Unis, atténuer les goulots d'étranglement en matière de capacités qui sont apparus suite au retrait des grandes assurances européennes.

Vers un avenir sans assurance ?

Lutter contre le réchauffement climatique serait en fait dans l'intérêt même des assureurs. En effet, ce sont eux qui supportent parfois les coûts engendrés par le réchauffement climatique. Les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations, les glissements de terrain, les cyclones et les incendies de forêt augmentent en nombre et en intensité en raison du réchauffement climatique.²¹ 40 % environ des dommages liés aux conditions météorologiques sont pris en charge par les assurances.²² Ces dommages sont en constante augmentation, de 5 à 7 % par an au cours des 15 dernières années.²³ 2024 a été la cinquième année consécutive au cours de laquelle les dommages assurés ont dépassé 100 milliards dans le monde entier.²⁴ Les inondations en Espagne en novembre 2024, qui ont coûté la vie à au moins 230 personnes et détruit des villages entiers, restent un souvenir particulièrement grave. En Suisse aussi, nous avons déploré plus de 10 morts durant l'été 2024, lorsque des laves torrentielles ont emporté des maisons, des ponts et des routes au Valais et au Tessin.

L'augmentation des dommages assurés se traduit par des primes plus élevées pour la clientèle. Aux États-Unis, les primes des propriétaires immobiliers ont augmenté de 33 % entre 2020 et 2023, et de

13 % en termes réels. Dans les districts situés dans le cinquième supérieur des risques de catastrophes liées au climat, l'augmentation réelle a même atteint 22 %.²⁵ Dans de nombreux États américains, les primes ne peuvent pas être augmentées indéfiniment pour protéger les preneurs d'assurance.²⁶ Certaines compagnies d'assurance ont dû déclarer faillite, car elles ne pouvaient plus couvrir les coûts, d'autres se retirent complètement des zones à risque, car les affaires sont devenues trop peu attrayantes.²⁷ Les propriétaires de maisons ont donc de plus en plus de mal à trouver une assurance pour leur propriété. Cette évolution s'observe dans de nombreux États américains comme la Floride ou la Californie, mais aussi dans d'autres régions comme l'Australie.²⁸ Entre-temps, certains avertissent que cette crise de l'assurance pourrait déclencher une crise financière, car elle pourrait avoir des répercussions sur le marché hypothécaire.²⁹

En Suisse, la situation est actuellement encore différente. Le système d'assurance contre les dommages naturels en est responsable. Les propriétaires d'immobilier sont tenu-e-s de s'assurer contre les risques naturels dans 19 des 26 cantons. Dans ces 19 cantons, les établissements cantonaux d'assurance des bâtiments ont le monopole. Dans les autres

²¹ IPCC : Climate Change 2021 - The Physical Science Basis, Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, août 2021, <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-i/> (consulté le 3.3.2025).

²² Swiss Re : sigma 01/2024 - Natural Catastrophes in 2023, 26.3.2024, <https://www.swissre.com/institute/research/sigma-research/sigma-2024-01.html> (consulté le 3.3.2025). La proportion varie fortement à l'échelle mondiale. Dans l'UE, elle est nettement inférieure et se situe autour de 25 %, sur le continent africain, elle était de 20 % en 2022 (European Central Bank/European Insurance and Occupational Pensions Authority : Policy Options to Reduce the Climate Insurance Protection Gap, avril 2023, <https://www.ecb.europa.eu/ecb/climate/climate/html/index.en.html> (consulté le 3.3.2025) ; Swiss Re Foundation : BimaLab - A Foothold for Inclusive Insurance in Africa, janvier 2024, <https://www.swissrefoundation.org/what-we-do/projects/access-to-health-and-income-opportunities/A-foothold-for-inclusive-insurance-in-Africa.html> (consulté le 3.3.2025)).

²³ Finanzen.ch : Swiss Re-Aktie fester – Swiss-Re-Experte warnt vor häufigeren und heftigeren Starkniederschlägen in der Schweiz, 1.7.2024, <https://www.finanzen.ch/nachrichten/aktien/swiss-re-aktie-fester-swiss-re-experte-warnt-vor-haeufigeren-und-heftigeren-starkniederschlaegen-in-der-schweiz-1033517240> (consulté le 3.3.2025).

²⁴ Munich Re : Natural Disaster 2024 - Climate Change is Showing its Claws, 9.1.2025, <https://www.munichre.com/en/company/media-relations/media-information-and-corporate-news/media-information/2025/natural-disaster-figures-2024.html> (consulté le 3.3.2025).

²⁵ Milman, Oliver : How Climate Risks are Driving Up Insurance Premiums Around the US - Visualized, dans : The Guardian, 5.12.2024, <https://www.theguardian.com/environment/2024/dec/05/climate-crisis-insurance-premiums> (consulté le 3.3.2025) ; Keys, Benjamin J./Mulder, Philip : Property Insurance and Disaster Risk : New Evidence from Mortgage Escrow Data, dans : NBER Working Paper No. 32579, juin 2024, <https://www.nber.org/papers/w32579> (consulté le 3.3.2025).

²⁶ Smith, Ian/Mooney, Attracta/Williams, Aime : The Uninsurable World - What Climate Change is Costing Homeowners, dans : Financial Times, 13.2.2024, <https://www.ft.com/content/ed3a1bb9-e329-4e18-89de-9db90eaadc0b> (consulté le 3.3.2025).

²⁷ US Senate Budget Committee : Next to Fall - The Climate-Driven Insurance Crisis is Here and Getting Worse, Staff Report, décembre 2024, https://www.budget.senate.gov/imo/media/doc/next_to_fall_the_climate-driven_insurance_crisis_is_here_and_getting_worse.pdf (consulté le 3.3.2025).

²⁸ Insurance Business Magazine : Economist Warns of Growing Underinsurance Crisis in Australia, 18.1.2025, <https://www.insurancebusinessmag.com/au/news/catastrophe/economist-warns-of-growing-underinsurance-crisis-in-australia-521100.aspx> (consulté le 3.3.2025).

²⁹ Yohe, Gary W. : I'm an Economist - Here's Why I'm Worried the California Insurance Crisis Could Trigger Broader Financial Instability, dans : The Conversation, 21.1.2025, <https://theconversation.com/im-an-economist-heres-why-im-worried-the-california-insurance-crisis-could-trigger-broader-financial-instability-247620> (consulté le 3.3.2025) ; Sellers, Matthew : Insurance Could Kill Mortgages in Some of the US - Powell, dans : Insurance Business Magazine, 12.2.2025, <https://www.insurancebusinessmag.com/us/news/catastrophe/insurance-could-kill-mortgages-in-some-of-the-us-powell-524516.aspx> (consulté le 3.3.2025).

cantons, ce sont des assurances privées qui prennent en charge la couverture, le montant des primes étant là aussi fixé par la Confédération. Elle ne diffère pas selon la région à risque, mais est identique dans toutes les régions. Les compagnies d'assurance privées mettent leurs risques en commun au sein du Pool pour les dommages naturels, qui veille à équilibrer la charge des dommages en fonction de la part de marché des assurances.³⁰ Ce système de double solidarité semble relativement stable. En moyenne, de 1972 à 2018, les dangers naturels ont causé des dommages annuels de 305 millions de francs, avec une tendance à la hausse.³¹ On peut se demander combien de temps le système suisse résistera à l'augmentation des coûts. Récemment, la présidente de l'EIOPA, l'autorité de régulation de l'UE, s'est inquiétée de savoir combien de temps les pays de l'UE pourraient encore supporter la situation.³² En 2015, Henri de Castries, alors CEO d'AXA, faisait déjà de sombres prévisions : « Une augmentation de 2 degrés de la température moyenne mondiale est peut-être encore assurable, mais une augmentation de 4 degrés ne l'est certainement pas ».³³

Les dommages assurés augmentent, mais la question de savoir quelle est la part imputable au réchauffement climatique est controversée. Une partie de l'industrie de l'assurance et de la science attribue en premier lieu la responsabilité à d'autres facteurs tels que l'augmentation de la population et de la richesse.³⁴ mais cela contredit les résultats de la recherche sur l'attribution climatique, qui étudie l'influence du réchauffement climatique sur les événements météorologiques extrêmes. Une étude

de 2023, qui a examiné 185 événements météorologiques extrêmes entre 2000 et 2019, a conclu que 53 pour cent des dommages économiques de ces événements étaient imputables au changement climatique.³⁵ Une autre étude a appliqué ces conclusions aux déclarations de sinistres de cinq grandes compagnies d'assurance de biens et de responsabilité civile et a conclu qu'au cours des vingt dernières années déjà, environ un tiers des dommages assurés étaient imputables au réchauffement climatique. Et cette proportion augmente rapidement, passant de 31 à 38 pour cent au cours de la dernière décennie.³⁶

Le secteur des assurances sous-estime-t-il donc l'impact que le réchauffement climatique a et aura sur ses activités? C'est du moins ce que suggèrent les conclusions de l'Institute and Faculty of Actuaries, l'association professionnelle et l'autorité de régulation des statisticiens de l'assurance en Grande-Bretagne. Dans un rapport, l'association conclut que de nombreux modèles climatiques utilisés par l'industrie financière sous-estiment massivement les risques liés au changement climatique.³⁷ En juin 2024, Swiss Re a également admis, de manière autocritique, avoir sous-estimé l'ampleur des récents événements météorologiques extrêmes en Europe. Ses modèles se seraient trompés de facteurs de 10 à 20 %. Certaines régions d'Europe sont déjà devenues non assurables.³⁸ Pour ne pas contribuer à mettre en péril son propre modèle commercial, le secteur de l'assurance devrait donc assumer ses responsabilités et orienter ses activités vers l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré.

³⁰ Association Suisse d'Assurances ASA : Die Elementarschadenversicherung, septembre 2024, https://www.svv.ch/sites/default/files/2024-10/Brosch%C3%BCre_Elementarschaden-Versicherung_DE_2024.pdf (consulté le 3.3.2025).

³¹ Gattlen, Nicolas : Steigende Risiken – überall und jederzeit, dans : die umwelt, Magazin des Bundesamts für Umwelt, 2/2020, Januar 2020, 9, <https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/naturgefahren/dossiers/magazin2020-2-dossier/versicherungen.html> (consulté le 3.3.2025) ; Association Suisse d'Assurances ASA : « Le principal moteur de l'augmentation des dommages liés aux dangers naturels est notre prospérité croissante », 12.6.2024, <https://www.svv.ch/de/haupttreiber-fuer-steigende-schaeden-aus-naturgefahren-ist-unser-wachsender-wohlstand> (consulté le 3.3.2025).

³² Arnold, Martin : Europe 'Can't Cope' With Extreme Weather Costs, Warns Insurance Watchdog, dans : Financial Times, 2.2.2025, <https://www.ft.com/content/32b588a7-b470-4012-8bc2-f9eea3f17902> (consulté le 3.3.2025).

³³ Angrand, Marc : How Climate Change Could Make France Uninsurable, dans : Le Monde, 10.7.2023, https://www.lemonde.fr/en/environment/article/2023/07/10/how-climate-change-could-make-france-uninsurable_6048090_114.html (consulté le 3.3.2025).

³⁴ Comme par exemple l'Association Suisse d'Assurances, Swiss Re et des chercheurs de l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL (Association Suisse d'Assurances ASA : « Le principal moteur de l'augmentation des dommages liés aux dangers naturels est notre prospérité croissante », 12.6.2024, <https://www.svv.ch/de/haupttreiber-fuer-steigende-schaeden-aus-naturgefahren-ist-unser-wachsender-wohlstand> (consulté le 3.3.2025) ; finanzen.ch : Swiss Re-Aktie fester - Swiss-Re-Experte warnen vor häufiger und heftigeren Starkniederschlägen in der Schweiz, 1.7.2024, <https://www.finanzen.ch/nachrichten/aktien/swiss-re-aktie-fester-swiss-re-experte-warnen-vor-haeufigeren-und-heftigeren-starkniederschlaegen-in-der-schweiz-1033517240> (consulté le 3.3.2025) ; Andres, N./Badoux, A.: Normalisierung und Trends der Unwetterschäden in der Schweiz (1972–2016), dans : Wasser, Energie, Luft 111/1, 2019, S. 39-43, <https://www.dora.lib4ri.ch/wsl/islandora/object/wsl:19591> (consulté le 3.3.2025).

³⁵ Newman, Rebecca/Noy, Ilan : The Global Costs of Extreme Weather that Are Attributable to Climate Change, dans : Nature Communications 14/6103, 2023, <https://www.nature.com/articles/s41467-023-41888-1#Sec2> (consulté le 3.3.2025).

³⁶ Insure Our Future : 2024 Scorecard - Cut Emissions Today to Insure Tomorrow, décembre 2024, p. 8, <https://global.insure-our-future.com/scorecard/> (consulté le 3.3.2025).

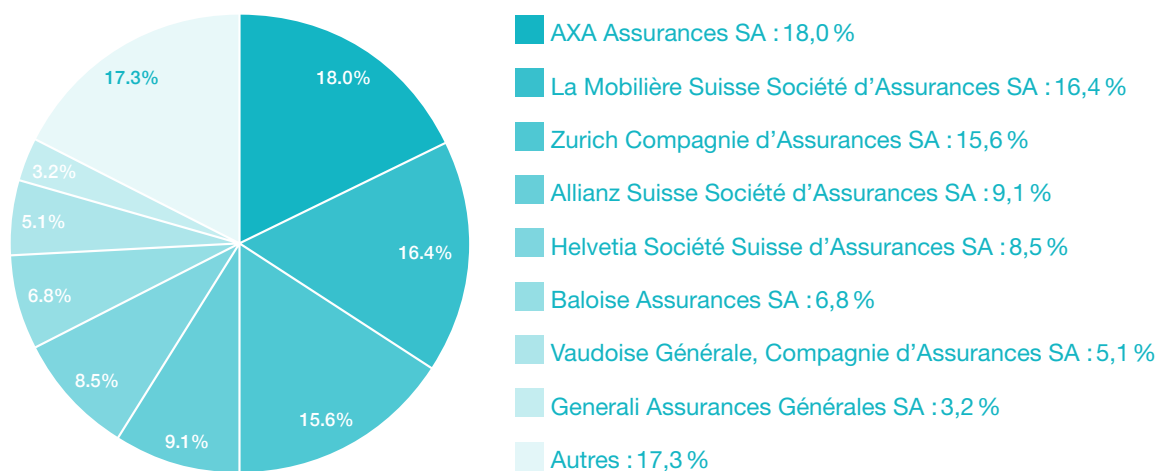
³⁷ Institute and Faculty of Actuaries/University of Exeter : The Emperor's New Climate Scenarios - Limitations and Assumptions of Commonly Used Climate-Change Scenarios in Financial Services, juillet 2023, <https://actuaries.org.uk/media/qeydewmk/the-emperor-s-new-climate-scenarios.pdf> (consulté le 3.3.2025).

Classement

Le présent rapport évalue les critères d'exclusion du charbon, du pétrole et du gaz des assurances non-vie en Suisse dans les domaines de l'assurance et des investissements. Il couvre les huit plus grandes compagnies d'assurance de biens et de responsabilité civile, qui représentent 82,7 % du marché.³⁹ L'évaluation reprend la méthodologie du classement international existant du réseau Insure Our Future,

dont Campax fait partie,⁴⁰ mais se concentre sur les entreprises ayant des activités en Suisse. Le rapport doit servir d'aide à l'orientation pour les clients privés suisses conscients des enjeux climatiques et qui souhaitent souscrire leur assurance auprès d'entreprises dont les activités sont compatibles avec le climat. Les réassurances n'ont donc pas été prises en compte dans l'évaluation.

Part de marché des huit plus grandes compagnies d'assurance : Primes brutes émises dans le domaine non-vie en 2023, sans les réassureurs⁴¹



L'évaluation se base à la fois sur des données accessibles au public - comme les rapports de durabilité - et sur des échanges directs avec les entreprises.⁴² L'évaluation des entreprises AXA, Zurich, Allianz et Generali a été reprise du classement international d'Insure Our Future. Parmi les quatre entreprises restantes, on peut supposer que seule Helvetia propose des services d'assurance étendus

pour les placements fossiles. Selon ses propres informations, Mobilière n'assure aucune entreprise dans le domaine du charbon, du pétrole et du gaz, et Baloise a également décidé de faire de même en 2022. Vaudoise a renoncé à fournir des informations claires, mais les informations disponibles laissent croire qu'elle n'est pas non plus active dans ce domaine.⁴³

³⁸ Bryan, Kenza : Swiss Re Says Industry Failed to Estimate Impact of Extreme Weather, dans : Financial Times, 13.6.2024, <https://www.ft.com/content/48b3e54a-771a-4a12-a412-527c34311ca9> (consulté le 3.3.2025).

³⁹ La liste des entreprises d'assurance surveillées de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) constitue la base de la sélection des assurances à évaluer selon les restrictions susmentionnées. Dans un premier temps, celle-ci a été épurée de manière à ne plus contenir que des assurances de détail (exclusion des réassureurs). Dans un deuxième temps, les assurances qui assurent exclusivement une ou plusieurs des catégories suivantes ont également été supprimées : assurance vie collective dans le cadre de la prévoyance professionnelle, assurance vie liée à des participations, autres assurances vie, accidents, maladie, opérations de capitalisation.

La liste corrigée comprenait 106 entreprises. La sélection finale a été effectuée en fonction des primes émises dans les affaires directes suisses d'assurance non-vie. La FINMA fournit les chiffres à ce sujet dans son « Rapport sur le marché de l'assurance 2023 » (voir note 41). Selon ce rapport, les huit plus grands assureurs détiennent dans ce domaine une part de marché de plus de 82,7 %. En raison de leurs parts de marché nettement plus faibles, nous avons renoncé à évaluer les entreprises immédiatement plus petites et nous sommes concentrés sur les huit plus grandes entreprises.

⁴⁰ Insure Our Future : 2024 Scorecard - Cut Emissions Today to Insure Tomorrow, décembre 2024, <https://global.insure-our-future.com/scorecard/> (consulté le 3.3.2025).

⁴¹ FINMA : Rapport sur le marché de l'assurance 2023, septembre 2024, p. 31, https://www.finma.ch/de/~media/finma/dokumente/dokumentencenter/myfinma/finma-publikationen/ersicherungsbericht/20240904-versicherungsmarktbericht-2023.pdf?sc_lang=de&hash=8C41FE-7A15B672C93992DBB112136C99 (consulté le 3.3.2025).

Résultats

Les résultats montrent qu'aucune des compagnies d'assurance n'a de politique en accord avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré. Le précurseur est Generali, qui occupe la première place avec une certaine distance. Les compagnies d'assurance dont les affaires avec les client·e·s privé·e·s sont orientées vers les régions, comme Helvetia, Baloise, Mobilière et Vaudoise, ont tendance à obtenir de moins bons résultats que les

entreprises actives au niveau international. Cela peut indiquer que la pression exercée depuis quelques années par la population civile sur les entreprises internationales a des effets.

Dans le domaine de l'assurance, il est frappant de constater que Helvetia obtient un très mauvais résultat avec 2,6 points sur 10. L'absence totale de critères d'exclusion dans le domaine du pétrole et

Investissements				Assurance			
	Total	Charbon	Pétrole et Gaz		Total	Charbon	Pétrole et Gaz
Helvetia	6,9	5,8	8,1	Generali	6,4	6,7	7,3
Generali	6,4	9,2	4,5	Allianz	6,2	7,6	4,6
AXA	6,3	9,2	4,4	Zurich	5,4	7,4	3,7
Zurich	5,8	10,0	3,1	AXA	4,0	6,4	2,4
Baloise	4,7	5,8	4,5	Helvetia	2,6	5,5	1,6
Allianz	4,3	5,8	3,0	Baloise⁴³	pas active		
Mobilière	3,9	5,8	3,1	Mobilière⁴³	pas active		
Vaudoise	2,0	2,5	1,9	Vaudoise⁴³	pas active		

Évaluation des politiques d'investissement et d'assurance des huit plus grandes compagnies d'assurance non-vie en Suisse. Le nombre de points maximum est de 10 à chaque fois.⁴⁴

⁴² La grille d'évaluation élaborée par Insure Our Future/Reclaim Finance a été remplie au mieux de nos connaissances sur la base des documents disponibles. La grille remplie a ensuite été envoyée aux assureurs pour vérification. Alors que Baloise et Mobilière ont envoyé des réponses détaillées, Vaudoise et Helvetia ont renoncé à examiner nos évaluations. Afin d'être cohérent dans l'évaluation avec le scoring d'Insure Our Future, le traitement a été discuté avec Reclaim Finance, l'organisation de recherche mandatée par Insure Our Future.

⁴³ La conclusion selon laquelle Vaudoise, Mobilière ainsi que Baloise ne souscrivent pas de services d'assurance pour des projets d'infrastructures fossiles provient des documents disponibles ainsi que des échanges ultérieurs avec les entreprises. Malgré plusieurs demandes de précisions, certaines incertitudes subsistent toutefois à Vaudoise :

- Vaudoise Assurances affirme proposer exclusivement des « produits et services d'assurance pour les particuliers et les PME en Suisse ». Interrogé sur le fait de savoir si des projets d'infrastructures fossiles en faisaient partie, le service de presse n'a fait aucune déclaration. Comme les projets d'infrastructures fossiles actuellement prévus en Suisse ne doivent être réalisés ni par des particuliers ni par des PME, on ne peut pas supposer que Vaudoise Assurances assure des projets d'infrastructures fossiles.
- Interrogé, le groupe Baloise écrit qu'il s'est retiré de l'assurance des projets d'infrastructures fossiles en 2022 et qu'il se séparera des relations clients existantes correspondantes après une période de transition de trois ans. C'est également ce qui ressort de la rétrospective annuelle 2023. Baloise y écrit : « Certains secteurs de la chaîne de création de valeur, par exemple la production, la fabrication ou l'extraction, seront exclus des activités économiques suivantes : (...) sources d'énergie fossiles (...) ». A la question de savoir si les projets Midstream (notamment la construction de pipelines ou de terminaux de gaz naturel liquéfié) sont également exclus, il a été répondu comme suit : « Cela comprend également tous les projets d'infrastructure tels que la construction de pipelines ou les projets de GNL. Ce qui pourrait continuer à être assuré dans le cadre de projets Midstream, ce sont par exemple les entreprises de transport qui, dans le cadre de leurs prestations de service, transportent également du mazout vers les consommateurs finaux. Chez nous, de tels cas sont automatiquement taxés de domaines sensibles et font l'objet d'un examen au cas par cas ».
- Mobilière Assurance écrit sur demande : « Par projets d'infrastructures fossiles, nous entendons des projets visant l'extraction, le transport ou l'utilisation de combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole ou le gaz. La construction de centrales à charbon, de pipelines ou de forages pétroliers sont des exemples de tels projets. Mobilière n'assure pas de tels projets ».

du gaz conventionnels⁴⁵ est frappante. La grande différence avec ses directives de placement, où elle obtient la première place avec 6,9 points, est aussi frappante. Dans les faits, cela signifie que Helvetia peut assurer des entreprises dans lesquelles elle n'est plus prête à investir. C'est une contradiction évidente et un mauvais signal envoyé à l'industrie des combustibles fossiles.

Dans le domaine de l'assurance, les autres entreprises se distinguent également principalement par leurs directives en matière de pétrole et de gaz. La pionnière est Generali, qui exclut - sauf exceptions - les nouveaux projets tout au long de la chaîne de production du pétrole et du gaz (extraction, transport, traitement et production d'énergie). Allianz fait de même pour le pétrole, mais va nettement moins loin pour le gaz. Zurich et AXA excluent uniquement l'assurance des nouveaux gisements de pétrole et de gaz, mais continuent d'assurer les secteurs en aval, à savoir le transport, le traitement et la production d'énergie.

Dans le domaine des investissements, les très mauvais résultats de Vaudoise, mais aussi de Mobilière, sautent aux yeux. Selon ses directives, Vaudoise exclut les investissements dans les entreprises actives dans le domaine du charbon et du pétrole ainsi que du gaz non conventionnels. Mais même après avoir demandé des précisions, elle ne donne

pas de détails sur la manière dont elle définit ces entreprises. Cela affaiblit fortement l'impact de ses directives.⁴⁶ Mobilière a ici une longueur d'avance sur Vaudoise et donne des indications plus claires dans le domaine du charbon. Mais pour le pétrole et le gaz, elle n'a que des critères d'exclusion pour les formes de production non conventionnelles, qui sont en outre très faibles.

Parmi les autres entreprises, Helvetia est particulièrement avancée dans le domaine des investissements en excluant toutes les entreprises qui continuent à développer leurs activités autour du charbon, du pétrole et du gaz. Dans le domaine du pétrole et du gaz conventionnels en particulier, elle va ainsi plus loin que toutes les autres entreprises. Celles-ci excluent les entreprises de charbon qui développent leurs activités ainsi que d'autres entreprises de charbon sur la base de critères plus ou moins restrictifs. Pour le pétrole et le gaz, elles excluent les investissements dans des formes de production non conventionnelles, là aussi selon des critères plus ou moins restrictifs. La plupart des assurances, à l'exception d'Helvetia et de Generali, n'excluent les entreprises du secteur du pétrole et du gaz conventionnels que de manière très réservée.

⁴⁴ Dans le cas des méthodes d'extraction conventionnelles, les gisements de pétrole et de gaz peuvent être atteints par un forage et remontés relativement facilement à la surface de la terre. Dans le cas des méthodes non conventionnelles, en revanche, l'extraction est plus compliquée et implique des coûts financiers, énergétiques et environnementaux plus élevés. Dans le présent rapport, les méthodes non conventionnelles comprennent l'extraction de pétrole et de gaz de l'Arctique et des sables bitumineux, la fracturation et le forage en eaux ultra-profondes.

⁴⁵ L'évaluation porte sur les critères d'exclusion du charbon, du pétrole et du gaz, car les informations sur l'ampleur effective des transactions avec des combustibles fossiles par les entreprises ou sur leurs émissions de gaz à effet de serre ne sont pas accessibles. Dans le domaine de l'assurance, les objectifs de réduction des émissions et l'engagement avec des client-e-s du secteur des combustibles fossiles sont également évalués. Dans le domaine des investissements, les objectifs d'investissement dans les énergies renouvelables sont évalués en plus des critères d'exclusion. En revanche, les objectifs de réduction des émissions et l'engagement avec les entreprises (active ownership) ne sont pas évalués. Ces deux instruments sont importants, mais ne remplacent pas, selon nous, des critères d'exclusion forts. De plus, la méthodologie du scorecard d'Insure Our Future ne couvre pas ces domaines. Afin de rester cohérent et de ne pas demander aux entreprises déjà évaluées de remplir à nouveau un questionnaire fastidieux, nous avons adopté cette méthodologie. L'évaluation dans le domaine de l'assurance est plus détaillée que dans le domaine des investissements, car la méthodologie d'Insure Our Future se concentre sur le domaine de l'assurance. Cela conduit par exemple à ce que Zurich obtienne un score plus bas pour sa politique d'exclusion du charbon dans le domaine de l'assurance que pour celle dans le domaine des investissements, bien que les politiques soient comparables. Le total des scores dans les domaines de l'investissement et de l'assurance peut différer de la moyenne entre le charbon, le pétrole et le gaz. La raison en est que d'autres questions sont posées en dehors de ces catégories, notamment sur les activités commerciales dans le domaine des énergies renouvelables.

⁴⁶ De nombreuses entreprises énergétiques ne sont pas exclusivement actives dans le domaine du charbon. Il est donc essentiel que les directives définissent la part de l'activité liée au charbon pour qu'une entreprise soit considérée comme une entreprise de charbon et soit exclue d'une assurance conformément aux directives.

Résumé

Les compagnies d'assurance sont des acteurs importants dans la transition vers un monde sans énergies fossiles. Dans ce contexte, elles jouent un double rôle : d'une part, en tant que fournisseurs de services d'assurance pour les entreprises actives dans le domaine des combustibles fossiles et de l'autre, en étant leurs bailleurs de fonds et actionnaires. Le présent rapport évalue les critères d'exclusion du charbon, du pétrole et du gaz des assurances non-vie en Suisse dans les domaines de l'assurance et de l'investissement. Il conclut qu'aucune des huit assurances évaluées n'a de directives en accord avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré. Ces lacunes sont particulièrement importantes dans le domaine du pétrole et du gaz conventionnels. Les assurances avec des affaires de

client·e·s privé·e·s à orientation régionale, Helvetia, Baloise, Mobilière et Vaudoise ont tendance à obtenir de moins bons résultats que les grands acteurs internationaux Generali, Zurich, Allianz et Axa. Cela laisse supposer que les campagnes de la société civile qui visent ces grandes entreprises depuis quelques années ont un impact. Les critères progressistes de Generali dans le domaine de l'assurance et ceux d'Helvetia dans le domaine des investissements sont à mentionner positivement. Il est également réjouissant de constater que Baloise a décidé en 2022 de se retirer de l'assurance des installations fossiles et que Mobilière n'est pas non plus active dans ce domaine.

Recommandations aux consommateurs et consommatrices

Contrairement au compte bancaire ou à la caisse de pension, il est relativement facile de changer d'assurance. Les assurances se livrent donc une concurrence acharnée et tiennent à leur bonne

réputation. Elles sont sensibles aux pressions de la société civile. Nous vous encourageons, en tant que client·e d'assurance, à prendre conscience de cette influence :

- 1 Contactez votre assurance et attirez son attention sur les résultats de ce rapport. Pour ce faire, prenez contact avec votre conseiller·ère personnel·le ou, si vous n'avez pas d'interlocuteur·trice personnel·le, utilisez le formulaire de contact sur le site web de l'assurance. Demandez posément à votre assurance de réviser et de renforcer ses directives. Il est particulièrement important d'exclure de l'assurance et de l'investissement toutes les entreprises qui continuent à développer leurs activités dans le domaine du charbon, du pétrole ou du gaz.
- 2 Attendez et demandez à nouveau après quelques mois si les directives ont été renforcées.
- 3 Si rien n'a changé dans les directives de votre assurance et que l'entreprise n'envisage pas de changement, envisagez de changer pour une assurance avec des directives plus respectueuses du climat. Si vous faites ce choix, il est très important de le mentionner comme motif lors de la résiliation de votre ancienne assurance.

Recommandations aux compagnies d'assurance

- 1 Arrêter immédiatement d'assurer les projets relatifs au charbon, au pétrole et au gaz, qu'ils soient nouveaux ou concernent une extension de projet existant.

- 2 Arrêter immédiatement d'assurer les nouveaux clients du secteur des combustibles fossiles qui n'ont pas publié de plan de transition compatible avec un objectif crédible de 1,5 degré. Cessez d'assurer des clients existants du secteur des combustibles fossiles qui n'ont pas publié un tel plan de transition d'ici fin 2025. Définir et adopter d'objectifs pour augmenter rapidement l'assurance dans le secteur des énergies renouvelables.

- 3 Céder immédiatement tous les actifs, y compris les actifs gérés pour le compte de tiers, des entreprises de charbon, de pétrole et de gaz qui n'ont pas publié de plan de transition compatible avec un objectif crédible de 1,5 degré. Définir et adopter des objectifs afin d'augmenter rapidement les investissements dans le domaine des énergies renouvelables.

- 4 Adopter des objectifs contraignants de réduction des émissions assurées, qui soient transparents, exhaustifs et conformes à un objectif crédible de 1,5 degré.

- 5 Adopter une stratégie d'engagement pour les client·e·s du secteur des combustibles fossiles, qui fixe des exigences claires en accord avec un objectif crédible de 1,5 degré et prévoit des niveaux d'escalade transparents.

- 6 Examiner les possibilités de poursuivre en justice les entreprises qui extraient des combustibles fossiles, afin que les pollueurs, et non les client·e·s des assurances, soient obligés de payer les coûts croissants des événements climatiques extrêmes liés à la météorologie.

- 7 Mettre en place des mécanismes de vérification solides et adopter des directives pour s'assurer que les clients respectent et observent pleinement tous les droits de l'homme. Cela implique notamment qu'ils obtiennent et documentent le consentement libre, préalable et éclairé (CLIP) des peuples autochtones concernés, comme le stipule la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.